



CCE GRDF du 24 Mai 2017

Déclaration Liminaire

Alors que vous allez nous présenter, lors de cette séance, un dossier qui va vous permettre, une fois encore, de réaliser des économies au détriment des salariés, de la sécurité de nos réseaux des personnes et des biens, GRDF se singularise une fois de plus avec l'utilisation de ses résultats financiers.

Les richesses créées, par les salariés, sont une nouvelle fois dévoyées vers les seuls actionnaires : 4 millions d'€ en complément d'intéressement à partager inégalement entre les salariés alors que, dans le même temps, les actionnaires d'ENGIE se prennent, eux, 1 Milliard d'€..

Un véritable hold-up si l'on considère :

Le 0% d'augmentation du SNB,

La baisse des GF & du nombre de NR,

Les pressions régulières sur toutes les dépenses de fonctionnement qui mettent, entre autre, en difficulté la réalisation de travaux au jour le jour,

Une réorganisation permanente des services,

Un élargissement des zones d'astreintes gazières, qui va fragiliser les interventions et augmenter les risques d'accidents,...

Que dire de l'appel d'offre lancé par GRDF vers les grandes agences de publicité afin d'initier une campagne de communication globale pour les trois prochaines années. Si GRDF, premier distributeur de gaz naturel en France a besoin de se voir reconnaître, à l'instar de notre maison mère.....à quel prix, pour quels coûts... !? Gageons que cette campagne permettra efficacement de valoriser les atouts du gaz naturel et.....de notre entreprise, en commençant par mettre à jour le logo de la profession de foi de cet appel d'offre !!!

Les Français viennent d'élire un nouveau président de la République. Chacun connaît les conditions qui ont conduit à ce résultat au 1er tour et de façon plus évidente au 2nd tour.

Les enquêtes d'opinion à la sortie des urnes comme le taux record d'abstention et de votes blancs ou nuls confirment que cette élection n'est pas un plébiscite à un programme. Pourtant, c'est à ce tour de passe-passe que se livre le nouveau Président de la République et son entourage.

La nouveauté ne pourrait se résumer dans l'âge du capitaine ou en essayant de brouiller les cartes sur l'échiquier politique français. Mais la nomination d'un Premier ministre, proche d'Alain Juppé et soutien de François Fillon est symbolique du sens donné à l'action du gouvernement. La composition du gouvernement montre également que les ministres ne sont pas tous des inconnus de la politique.

Le renouveau est en marche..... vers la moralisation de la vie publique !

Et c'est un homme tout neuf qui a en charge le dossier : « BAYROUD' secours ». Encore faut-il se rappeler ce que ce jeune homme pensait, il y a quelques mois encore de celui-qui l'a fait ministre ...et ce, sans marchandage (of courses)...

De son côté, EDOUARD PHILIPPE 1^{er} a voté en 2013 CONTRE la loi sur la transparence de la vie publique !!! Et pour cause, il a été blâmé par l'autorité indépendante chargée de contrôler et de promouvoir la probité des responsables publics, à l'occasion de leurs déclarations de patrimoine légales de 2014.

Quant au monarque tout aurolé de probité candide, ex énarque, ex banquier d'affaire chez ROTSCHILD, ex conseiller de HOLLANDE (qui, rappelons le, a mis le « PAYS BAS »; ex ministre très influent, auteur d'une loi scélérate éponyme (travail du dimanche etc...) et initiateur de la loi travail portée par la star EL KHOMERY ; il suffit de lire ce qu'en pense l'avocat des salariés de l'entreprise TATY, en redressement judiciaire... !!!

Maintenant, c'est la casse du code du travail et de la protection sociale qu'Emmanuel Macron compte imposer, à coup d'ordonnances, sous l'injonction de Pierre Gattaz, et pendant la période estivale....Les salariés, privés d'emploi, retraités, apprécieront surement...!

Cette méthode ne répond en rien aux attentes, aux besoins, aux aspirations des salariés et du pays. Elle est le moyen de tenter de contourner le débat et de désamorcer les mobilisations.

Il n'y a ni urgence, ni efficacité à poursuivre une politique de déréglementation du marché du travail qui, à l'image du bilan du quinquennat Hollande génère chômage, précarité, explosion des inégalités.

Partout en Europe, ces politiques d'austérité donnent les mêmes résultats et alimentent la montée de l'extrême droite.

Le recyclage des vieilles recettes libérales n'est nullement un signe de modernisme. Ce sont les enseignements que chacune et chacun peut tirer des mobilisations contre la loi travail en 2016.

Si la CGT s'est rendu au rendez-vous avec Emmanuel Macron, ce n'était nullement pour faire office d'alibi avec un pseudo dialogue social ou une simple concertation.

Nous nous y sommes rendu de façon offensive, en portant nos exigences sociales, empreintes de modernité pour toutes et tous.

La CGT demande l'ouverture d'une négociation sociale résolument tournée vers le XXIème siècle portant notamment sur :

- ✓ La réduction du temps de travail à 32 heures et l'augmentation des salaires et des pensions de retraite,
- ✓ Le renforcement du droit d'expression des salariés et d'intervention de leurs représentants, l'amnistie pour les militants syndicaux et le respect des libertés syndicales,

✓ Le renforcement des conventions collectives et le rétablissement de la hiérarchie des normes et du principe de faveur.

Même si le calendrier a l'air d'avoir bougé, nous avons entendu que l'agenda rapide qui était prévu ne serait pas aussi rapide que l'on aurait pu le croire...

Nous sommes conscients que, face aux objectifs du Président de la République et du gouvernement avec le soutien du Medef, une mobilisation du monde du travail, des privés d'emplois, de la jeunesse et des retraités est indispensable. La CGT entend bien y travailler très rapidement dans un cadre syndical le plus unitaire possible.

Sans attendre, la CGT appelle ses organisations à se déployer, partout dans les entreprises, les services et les localités pour débattre avec les salariés, les citoyens et faire partager ses exigences de progrès social.

C'est un nouveau message fort que la CGT veut faire entendre à la veille de nouvelles échéances politiques importantes pour le pays.

Car, si « En marche ! » (arrière) a une majorité à l'assemblée nationale, seule, ou avec d'autres qui ne manquerons pas de se rallier pour voter les mauvais coups contre le monde du travail, cela va être très dur pour les salariés actifs et inactifs ...

Alors, pour s'éviter ces souffrances, des heures de grève et de nombreuses manifestations à répétition ... le mieux, s'est de donner lors de ces élections législatives, une majorité à la France « des gens »... !

CDR